

## Rénover et moderniser l'école et la république pour un Togo d'espérance

Emmanuel Isidore BOCCO (enseignant)

Pourquoi investit-on dans l'éducation au Togo ? Qui veut encore de cette école, une machine qui tourne à produire des générations et des générations d'éduqués qui finissent par échapper à la dynamique de l'école, conçue pour équiper la société en ressources durables alors que de nombreux jeunes sortis de l'école togolaise ont pour seule perspective de travailler à chercher du travail toute une jeunesse de désespoir durant ? Y a-t-il une légitimité moralement fondée à renouveler les questionnements sur l'école togolaise alors que le paradigme proposé, au nom des « habitudes de la maison » se limite aux conférences grandioses et grandiloquentes quand nous pensons à ouvrir l'école togolaise comme une fenêtre sur un avenir d'espérance ?

Il est ainsi devenu très fréquent, normal, courant et banal que cette école dans son industrie, fabrique des scolaires qui atteignent l'âge de la retraite, parmi ceux, celles déscolarisés, les jeunes filles surtout qui ont désappris, des scolaires qui atteignent l'âge de la retraite avant d'avoir travaillé et s'estime citoyens construits dans et par la connaissance pour s'émanciper!

En attendant la révolution scolaire au Togo, les jeunes sont bien souvent maltraités quant aux conditions matérielles et morales d'accueil de l'élève à l'école ; en effet je n'ai pas d'autres mots pour dire ce qu'illustre l'image suivante



Photo 1 & 2 - EPP Adikron - Bâtiments scolaires et Scène de classe (Préfecture de l'Ogou – près d'Atakpamé)<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Cf <http://news.lomechrono.com/?idnews=825171&t=Qui-pour-aider-les-eleves-d-Adikrom-?>

Puisqu'il faudrait dans le seul et même mouvement, féconder l'esprit commun aux deux entreprises étant la nécessité de l'émancipation sociale, des assises pour l'émancipation de la jeunesse dans une société démocratique sont alors une nouvelle rationalité obligeante. Hors les sentiers du naufrage en cela n'aura plus rien à voir avec la « démocrature électoraliste » clanique ! Dans mon propos, il ne s'agira pas seulement de crier haro sur l'école togolaise qui par ailleurs, à bien des égards passe pour une « institution mal rasée ».

J'irai jusqu'à abonder dans le sens d'une autre rationalité que celle qui, commode et stérile, a regardé avec complaisance les errements d'une école assez peu adaptée à la modernité désirée par les Togolais en matière de culture, une école pauvre qui bien souvent a tourné le dos à la culture scientifique et technique.

Quant à la culture démocratique, elle doit se développer aussi à l'école mais la démocratie à l'école repose sur des outils et des postulats pour le moment inexistant. Certaines images de l'école togolaise nous obligent à nous interroger sur le traitement incroyablement dégradant infligé à la jeunesse de ce pays-là.

C'est pour en éveiller les consciences que je vous donne à voir l'image suivante qui n'est pas une exception mais la récurrence



Photo 3 & 4 - EPP de Santigou (située sur RN1 - Préfecture de l'Oti-Togo)<sup>2</sup>

Dans certains travaux d'intérêt scientifique, récents, on retrouve certaines considérations souvent utiles, parfois stériles qui, opposant

---

<sup>2</sup> Images parues dans <http://news.lomechrono.com/?idnews=825155&t=le-supplce-des-eleves-de-l-epp-santigou>

systemiquement éducation familiale et éducation scolaire, cherchent en vain un entre-deux, une copule pour faire adhérer l'une à l'autre comme si la greffe allait prendre par la magie de cette vue de l'esprit pour servir comme de panacée à une école togolaise désormais dépassée par son temps ; sa temporalité et sa rationalité pour l'avenir, sont à repenser<sup>3</sup>.

Deux images contrastées de cette école nous invite à la réflexion. L'école togolaise c'est l'espoir des familles, des professionnels de l'école, de la nation togolaise toute entière et même des partenaires au développement du Togo qui n'investiront leurs ressources que dans un système et un pays qui prospérerait avec sa jeunesse et ses cadres.

L'école en est la cheville ouvrière dans l'entreprise de développement humain, c'est la matrice de fabrication de jeunes porteurs d'avenir. On peut regretter que la prise de parole de l'épiscopat togolais sur les questions politiques n'ait que timidement évoqué les questions sociales d'urgence et encore moins, parmi elles, la nécessité qu'il y a à élever la voix sur l'état calamiteux de l'école.

Pour l'épiscopat qui porte son regard sur l'essentiel, « .....En la matière, il serait même judicieux de dire que l'action précède la parole. Aux heures critiques de notre histoire, ce qui donne la légitimité à la parole politique de l'Église, c'est qu'avant même qu'elle ne parle pour critiquer l'action des gouvernants, elle a toujours déjà pris sa part dans l'éducation et la santé, pour ne retenir que deux exemples.

Malgré les difficultés que comporte cette action concrète et malgré qu'elle soit toujours à améliorer, ce genre d'initiatives est la façon concrète pour l'Église d'assumer sa responsabilité politique dans cette terre où elle se trouve enracinée. Si une forme de cécité peut amener certaines critiques trop faciles à ignorer ces faits, les chrétiens ne doivent pas oublier que ce qui donne de la légitimité à la parole, quand l'urgence la réclame, c'est l'exemple qui la précède ou qui l'accompagne.<sup>4</sup>. Pour l'être fondamentalement, mon

---

3 On pourra à ce sujet consulter L'autorité éducative en questions dans le contexte togolais ? Une recherche en milieu éwé-watsi Congrès international AREF 2007 (Actualité de la Recherche en Education et en Formation) de Nassira Hedjerassi\*, Abaly Hodanou - Unité de Recherche Subjectivité, connaissance, lien social – Université Louis Pasteur Strasbourg in [http://www.congresintaref.org/actes\\_pdf/AREF2007\\_Nassira\\_HEDJERASSI\\_532.pdf](http://www.congresintaref.org/actes_pdf/AREF2007_Nassira_HEDJERASSI_532.pdf)

4 Cf Lettre-pastorale-des-Evêques-pour-la-fête-nationale-du-27-avril-2016 « ...Si l'Église oppose son « non » aux forces de dégradation à l'oeuvre dans notre Pays, elle sait aussi dire « oui » quand elle perçoit des signaux encourageants ; elle sait apporter sa contribution quand celle-ci lui est demandée, sans reculer devant les difficultés et les brimades que cette responsabilité a souvent comportées pour certains évêques qui les ont courageusement acceptées à la suite du Christ qui a porté lui-même sa croix pour notre salut. D'autre part, l'engagement de l'Église dans

propos gagnera à fonder une nouvelle rationalité<sup>5</sup>, celle qui procède de l'analyse concrète de situations concrètes et en la circonstance, aider à penser l'impossible survivance d'une institution complexe par son histoire et son présent.

Histoire d'une culture scolaire qui nous vient de trois traditions coloniale, allemande, anglaise et française, complexe en étant aujourd'hui dans un réduit qu'est le Togo, plusieurs écoles en une qui fait se côtoyer des écoles françaises et américaines qui viennent flanquer les établissements togolais publiques et/ou privée sans que jamais on élève la voix sur cette coexistence pacifique sans que personne ose dire que la plus grande de ces écoles, l'école publique togolaise s'entiche de la vertu de l'école des pauvres.

Complexe enfin que cette grande famille se vide de sa substance car bon gré mal gré, quand elle accouche de quelques esprits élevés, ces derniers ont vocation à s'en séparer, à la recherche d'un statut et d'une sainteté grande ailleurs.

On lira avec intérêt le lire de Marie-France Lange : L'école au Togo chez Karthala pour avoir une vue d'ensemble de l'école togolaise et ses limites actuelles<sup>6</sup>.

Cette nouvelle rationalité qui aura contribué à la naissance de l'école publique émancipatrice devra intégrer non pas des propos généraux, génétique d'une école défaite de ses « concrétudes » mais alors,

---

l'éducation, la santé, la culture, etc. même si on le qualifie volontiers de « social » n'en est pas moins une contribution à la vie politique. C'est ainsi d'ailleurs que la définissait notre saint Pape Jean Paul II dans son exhortation aux fidèles laïcs, *Christi fideles laici*, leur rappelant qu'ils « ne peuvent absolument pas renoncer à la participation à la "politique", à savoir à l'action multiforme, économique, sociale, législative, administrative, culturelle, qui a pour but de promouvoir, organiquement et par les institutions, le bien commun »

5 L'individu reste rationnel, mais sa rationalité est limitée. Cet homme administratif s'oppose donc ainsi à l'homme économique de la rationalité absolue. De plus, cette rationalité ne connaît pas seulement des limites substantielles : l'information incomplète, l'obscurité et l'incertitude du futur et les limitations cognitives du décideur ; mais aussi des limites procédurales. Celles-ci ont trait à la capacité de traitement de l'information. L'environnement externe est considéré comme donné, existant objectivement, et les limites du décideur sont liées aux limites de ses capacités de perception et de calcul. De plus, les limites à la rationalité jouent aussi à un deuxième niveau, celui de l'aspect délibératif de la décision, ce que Simon appelle l'environnement interne du décideur, sa capacité à construire et à se représenter un monde extérieur adapté. L'univers des possibles n'est plus donné, il est à construire par le décideur. Le processus de décision n'opère pas seulement sur des données objectives extérieures existantes mais en crée et en construit alors qu'il se déroule. Tout autant que résolution de problème, la décision est formulation de problème. En termes simples, cela signifie que le processus de choix influence autant le choix que les éléments concrets retenus et pris en compte. Processus de choix et situation (branches d'alternatives entre lesquelles choisir) ne sont pas séparés mais interagissent. En d'autres termes comment le décideur connaît et décide est aussi important, sinon plus, que ce qu'il connaît et décide.

6 Lire Lange Marie-France in L'école au Togo, Processus de scolarisation et institution de l'école en Afrique et en particulier le graphique p.247 et le Chapitre 9 (les raisons et les conséquences de la déscolarisation. La conclusion générale insiste sur le poids de l'histoire dans l'évolution chaotique de l'école togolaise sous le régime de dictature.

j'appelle à ce qu'elle comprenne des histoires singulières de ceux qui, usagers et professionnels, familles et institutionnels, pourraient apporter par leurs témoignages, de précieux éclairages, des monographies, des parcours singuliers, sortes de récits de vies scolaires togolais à faire valoir.

Un exemple : « ....On devait s'occuper de 25 « enfants ». 25 « enfants » avec des prénoms qu'on retenait grâce des moyens mnémotechniques (avec une réussite plus ou moins probante...), 25 « enfants » qui se lèvent pour prendre la parole, qui se taisent quand tu prends la parole (c'est assez exceptionnel pour être souligné..), qui marchent une heure pour pouvoir suivre tes cours de soutien.. Enfin, quand je dis 25 enfants, je parle seulement du matin. On voulait voir du monde, on n'a pas été déçu quand on a vu débarquer plus d'une soixantaine d'enfants la première après-midi jeux). Ces 25 « enfants » (et plus), qui, après avoir été bien timides, finissent par te prendre dans leurs bras, te montrent leur culture et leur façon de vivre, t'interrogent sur ta façon de vivre, t'entourent de tendresse et de gentillesse, naturellement. Et t'apprennent, entre autre, quelques rythmes et chansons... »<sup>7</sup>.

J'aborderai alors documents de presse, témoignages, données et analyse de données à l'appui les points suivants,

1/une image saisissante de l'école togolaise

2/l'école comme lieu de cultures, d'intelligence pour l'émancipation

3/l'instantané de l'école togolaise, entre images et chiffres, commentaires et analyses

4/ ..aller vers l'école nouvelle par la république rénovée des Togolais : revendications des usagers de l'école, aspirations donc, une école d'espérance.

En somme, il est question de traiter de l'école togolaise par une double rationalité : celle, retournant à ses origines qui y décèlera les stigmates coloniales qui en font l'école-autre. Ensuite la rationalité porteuse d'avenir, féconde d'une doctrine de l'école émancipatrice dont l'une des exigences sera de veiller à une géographie scolaire intelligente de l'école qu'il faut là où il le faut en lieu et place des localisations électoralistes d'écoles, fantaisistes.

---

<sup>7</sup> On peut lire avec intérêt certains de ces témoignages sur la page publicitaire de Five Heath, ONG d'actions humanitaires pou la scolarisation, implantée au Togo, in <http://www.fivehearts.fr/nos-temoignages/>

Au total, la repenser pour la faire évoluer autrement, à la lumière de ce que propose l'UNESCO. Pour l'organisation internationale partenaire du Togo, « ...les changements de plus en plus complexes et interconnectés du 21ème siècle s'accompagnent de nouveaux défis pour les systèmes éducatifs à travers le monde.

*Le dialogue sur les politiques fondé sur des données factuelles et la recherche prospective sont essentiels pour renforcer la capacité collective à préparer l'avenir de l'apprentissage dans un environnement global en mutation.*

*Alors que nous renforçons nos efforts afin d'atteindre les objectifs d'éducation et de développement à l'échelle internationale d'ici 2015, il est aussi essentiel de regarder en avant.*

*Il est nécessaire de redéfinir les principes fondamentaux qui peuvent orienter les politiques et les pratiques pour l'avenir de l'apprentissage dans un monde en mutation..... »<sup>8</sup>*

L'école a été pour des générations de Togolais, un lieu de cultures au sens de processus d'apprentissage de choses nouvelles, de connaissances absentes de la maison autant que des jeux et des camaraderies exaltantes. L'école aide à produire des cultures, des formes d'existence qui marquent le rythme des générations comme si elle tenait lieu de lieu et de temps d'initiation d'une génération à l'autre. Les jeunesses togolaises sont attachées à l'école comme émancipatrice depuis les temps coloniaux, de l'école allemande à l'école française. Puis l'école serait devenue comme un lieu de souffrance quand on en sort comme habité par ces images de joie des échanges passés puis du heurt de la marche vers le néant : l'école togolaise n'empêche pas d'aller vers le chômage de masse, le désespoir et l'émigration. Celui qui écrit ces lignes se reconnaît dans ces vacuités de l'école togolaise mais en même temps on y trouve les sources d'un renouvellement de l'humain exclusivement par l'école, y compris l'école togolaise. Ceci ne tient pas lieu d'une extrémité d'extrémisme mais il en est ainsi, l'école perdure dans l'humanité pour ce qu'elle est : un espace de renouvellement des hommes et des femmes. Il faut donc en soigner l'architecture. Qu'est-ce que l'école ?

Mon envie : dénoncer vigoureusement les plans d'ajustement structurels imposés par les partenaires financiers internationaux en développement qui ont imposé l'oukhaze de faire désinvestir l'état des services de santé et d'éducation. Ce vecteur central de la mondialisation a engendré

---

<sup>8</sup> Cf <http://www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/rethinking-education/>

des dysfonctionnements importants et préjudiciables à l'ordre et l'équilibre social.

Donner libre cours à cet envie me fera passer pour un populiste du populisme qui gangrène les états-nations ; je ne suis pas artisan d'utopie délirantes du genre à rompre avec les modèles importés au profit de « l'école authentiquement togolaise ». Si cette dernière devait exister, les Togolais auront accouché de l'état, de l'économie, de la culture et d'une république enfin démocratiques. Des catégories sociales nombreuses bousculées par le nouvel ordre (désordre) mondial attendent cette renaissance-là. Ne l'étant pas mais adhérent de la critique objective de faits objectifs, je me démarque des populismes et des populistes.

On semble se satisfaire de la critique quand et si elle s'accompagne de « propositions concrètes », slogan qui meuble de façon récurrente le propos politique des Togolais. Je me fais éblouir par la suffisance de la critique + propositions concrètes ! Quelle serait la tessiture et le génie des gouvernants si l'imagination agissante comme de « propositions concrètes » en venait à leur faire défaut ?

En fine, j'appellerai à refonder l'école et colmater la brèche là où la propagande et le chapelet d'échec ont détruit la noble mission de l'école togolaise, défaillante aujourd'hui à bien des égards. Les usagers ne me démentiront pas !



Photo 5 – EPP d'Adikon (op. cit)

Les gouvernants du Togo ont-ils jamais mis les pieds dans ces lieux ? Songeraient-ils jamais à rendre honneur aux personnels (EDIL) qui bon gré mal gré oeuvrent là où les puissants, jamais, ne songeront mettre leurs

progénitures toutes dans les écoles en Europe ou en Amérique du Nord.

### **1/ une photographie saisissante de l'école togolaise**

Les images qui suivent sont de nature à créer cette envie de la nouvelle rationalité compréhensive de l'école togolaise, elle aura grandi d'oripeaux de vrais histoires qui montrent sa maigreur, peut-être ses grandeurs, de quoi visiter son histoire et ses contradictions, ses contrastes et ses aberrations sereinement

On dispose de quelques données fiables sur le système scolaire togolais pour en faire une photographie. C'est le cas du ratio d'élèves par enseignant dans le cycle primaire

**Tableau 1 : Ratio élève/enseignant (Cycle primaire)**

	Public	EDIL	Privé Catholique	Privé protestant	Privé Islamique	Privé laïc	Moyenne tous ordres
Lomé_Golfe	46	49	38	22	26	48	33
Maritime	42	49	40		23	31	39
9Plateaux	35	38	38	21	19	26	33
C33entrale	38	37	29	28	18	27	35
Kar35a	36	37	42	29	15	26	34
Savanes	49	52	53	40	17	36	43
Togo	39	43	39	30	25	29	35

**Source :** Données mondiales de l'Education VII Edition 2010/2011<sup>9</sup>

Le taux brut de scolarisation en secondaire qui représente un minimum de niveau scolaire dans l'entrée dans la vie active ou à l'université présente des disparités importantes/

<sup>9</sup> Cf [http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user\\_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Togo.pdf](http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Togo.pdf) – page 11



## Premier Cycle

Taux brut national : 54,3% dont 42,1% de filles scolarisées. La région Centrale est dans la moyenne nationale avec un taux de 51,6%, les écarts extrêmes allant de 84,8% pour Lomé-Golfe contre 28,7% dans la région des Savanes qui ne scolarise que 15% des filles de cette classe d'âge contre 75,2% à Lomé Golfe.

## Second cycle :

Le taux national est de 16,1% (24% à Lomé Golfe) ; dont 7,4% de filles, les extrêmes allant de 13,7% à Lomé Golfe à 2,5% dans la région des Savanes.

Le niveau de scolarisation pour l'ensemble du cycle secondaire est de 40,2% (50% de garçons contre 28,8% de filles) avec un écart du simple au triple : 60,5% à Lomé Golfe contre 22,2% dans la région des Savanes, la région Centrale étant dans la moyenne nationale avec 41,8%.

Les images se suffisent à illustrer le contraste des pires inégalités, une injure à la jeunesse est patent ! En effet des jeunes togolais qui fréquentent les écoles, qui va au maquis et qui va s'instruire dans un établissement digne de notre temps.

Dans la situation actuelle, il est estimé que la proportion des adultes analphabètes serait de l'ordre de 42 % (25 % pour les hommes, 55 % pour les femmes).

L'objectif fixé dans le Plan Sectoriel de l'Education est celui du cadre de Dakar qui cible une réduction forte du nombre des analphabètes en 2015, sachant que celle-ci est interprétée comme la volonté de réduire par 2 la proportion des analphabètes.

Les stratégies portent sur le faire-faire, la sensibilisation, la mobilisation et l'organisation des communautés rurales afin de créer et de soutenir leur motivation à s'engager dans un processus d'alphabétisation et de post-alphabétisation d'une part et de les impliquer étroitement dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de leur propre formation d'autre part. Dans le domaine de l'éducation non formelle, il s'agira de mener des expériences pilotes pour la prise en charge des personnes de 9 à 14 non scolarisées ou déscolarisées, afin de faciliter leur insertion dans la vie active et ou leur retour vers le secteur formel de

l'éducation. C'est ce qui est affiché dans le Plan Sectoriel de l'Education (2010-2020). Où en est l'école togolaise aujourd'hui ? Elle est loin de satisfaire !

Si les rapports d'expertise démontrent le rythme, l'ampleur, le calendrier et les conseils du suivi des ressources des PSE (Plan Sectoriel de l'Education – Togo), ils offrent à voir le panorama de la volonté de développer l'offre d'éducation et de formation au sein du système de service public de l'éducation préscolaire, scolaire et universitaire.

L'école togolaise, nonobstant des efforts budgétaires importants pour multiplier les structures d'accueil des publics scolaires, souffre d'un mal endémique : la géographie de ses localisations qui obligent à en créer comme pour en faire un butin de guerre auprès des populations ainsi domptées pour avoir leur faveur le cas échéant.

De fait c'est à son saupoudrage qu'on assiste une dispersion des moyens, des écoles faites dans la hâte, précaires. Un reportage de août/septembre livre des images-témoins (circonscription pédagogique de Tohoun).



Photo 6 – Bâtiment des Groupes scolaires de Tohoun  
(photo/reportage : Serge Moussa)

Des écoles précaires, une sorte de kyste qui se multiplie et perdure, résonne comme une insulte à la jeunesse et aux professionnels de l'école même si ici et là émergent quelques structures plus honorables fruits d'efforts informels et humanitaires bien souvent. Le contexte actuel qui pèse beaucoup sur la promotion de l'école togolaise est le suivant : « .....*Par ailleurs, le niveau de pauvreté de la population reste élevé à 58,7%. Si le taux de pauvreté monétaire a légèrement diminué entre*

2006 et 2011, le taux d'extrême pauvreté est passé de 28,6% en 2006 à 30,4% en 2011. Selon l'indice de développement humain, le Togo occupe le 159ème rang sur 1874.

Les ressources et les dépenses de l'Etat sont en constantes augmentation depuis 2003. Les ressources publiques totales ont augmenté au cours des 10 dernières années, malgré la performance macroéconomique encore modeste du pays. Entre 2003 et 2011, les ressources totales de l'Etat ont augmenté de 241 à 401 milliards de FCFA constants de 2011.

Si la reprise progressive de la coopération internationale y a contribué, c'est surtout le meilleur recouvrement des impôts et taxes qui a permis d'augmenter significativement les ressources internes de l'Etat. En effet, de 12,3% du PIB en 2002, les recettes internes de l'Etat sont passées directement à 17,0% du PIB en 2003 et ont atteint 18,2% du PIB en 2011, ce qui dénote d'une performance satisfaisante en matière de recouvrement<sup>2</sup> des recettes publiques..... »



Photo 7 - Groupes scolaires de Tohoun (photo Serge Moussa)



Photo 8 - Bâtiments des Groupes scolaires de Tohoun (photo/reportage Serge Moussa)

D'ores et déjà, si j'en fais voir la portée et les limites de la politique scolaire du Togo qui meublent les rapports d'expertise, je ne manquerai pas de souligner qu'ils omettent de souligner l'absence des familles et publics scolaires des élèves et étudiants comme sujets de premier ordre dans l'architecture du système, ceux dont les besoins démocratiquement et systématiquement retenus contribueraient à coup sûr à rectifier l'histoire de l'école togolaise.

C'est un choix politique appuyé par une éthique de modernité et de citoyenneté réellement subjective qui l'impulserait si elle venait à exister.

Parcourant les outils de compt des effectifs et des ressources des 2 PSE consultés (PSE de .2014 et PSE de 2014-2020), une anomalie apparaît : le décalage entre la progression des effectifs enregistrés dans l'accueil de la population scolarisable dans les établissements publics et privés des 5 secteurs du système scolaire. Décalage ou inadéquation qui discrédite le dispositif.

**Tableau 2 : Effectifs et des ressources des 2 PSE consultés (PSE de .2014 et PSE de 2014-2020).**

Niveaux/enseignement	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12
<b>Maternel</b>												
Elèves	10 484	12 094	12 773	12 163	13 152	19 823	22 559	26 050	41 057	42 890	55 120	66 018
Population scolarisable [4-5 ans]	302	308	314	321	327	334	341	347	355	362	369	380
	201	349	623	025	558	223	024	964	045	270	643	285
TBS	<b>3,5%</b>	<b>3,9%</b>	<b>4,1%</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,0%</b>	<b>5,9%</b>	<b>6,6%</b>	<b>7,5%</b>	<b>11,6%</b>	<b>11,8%</b>	<b>14,9%</b>	<b>17,4%</b>
<b>Primaire</b>												
Elèves	945	977	975	984	996	1 051	1 021	1 054	1 204	1 286	1 299	1 368
Population scolarisable [6-11 ans]	103	534	063	846	707	872	617	548	816	653	802	074
	777	796	815	834	853	874	894	915	937	959	982	1 017
	873	237	038	284	988	160	812	954	599	758	444	154
TBS	<b>121,5%</b>	<b>122,8%</b>	<b>119,6%</b>	<b>118,0%</b>	<b>116,7%</b>	<b>120,3%</b>	<b>114,2%</b>	<b>115,1%</b>	<b>128,5%</b>	<b>134,1%</b>	<b>132,3%</b>	<b>134,5%</b>
<b>Secondaire général 1er cycle</b>												
Elèves	225	262	285	303	312	329	296	320	333	340	394	397
Population scolarisable [12-15 ans]	758	274	356	860	418	432	073	414	392	103	956	955
	426	438	450	462	475	488	502	515	530	544	559	577
	323	104	210	651	436	574	075	949	207	859	916	179
TBS	<b>53,0%</b>	<b>59,9%</b>	<b>63,4%</b>	<b>65,7%</b>	<b>65,7%</b>	<b>67,4%</b>	<b>59,0%</b>	<b>62,1%</b>	<b>62,9%</b>	<b>62,4%</b>	<b>70,5%</b>	<b>68,9%</b>
<b>Secondaire général 2nd cycle</b>												
Elèves	44 018	47 277	49 508	53 084	64 738	72 792	81 045	88 731	97 635	119	123	126
Population scolarisable [16-18 ans]	288	296	304	313	322	331	340	349	359	369	379	390
	550	598	871	374	116	101	338	833	593	625	938	529
TBS	<b>15,3%</b>	<b>15,9%</b>	<b>16,2%</b>	<b>16,9%</b>	<b>20,1%</b>	<b>22,0%</b>	<b>23,8%</b>	<b>25,4%</b>	<b>27,2%</b>	<b>32,4%</b>	<b>32,5%</b>	<b>32,5%</b>
Population du pays	4 816	4 937	5 061	5 188	5 319	5 454	5 593	5 736	5 883	6 035	6 191	6 362
	844	160	014	501	718	768	754	785	972	431	281	429
<b>Enseignement technique et professionnel</b>												
Apprenants	17 293	18 315	18 437	18 537	27 314	27 840	23 648	24 088	26 571	30 467	32 694	nd
Apprenants/100.000 habitants	<b>359</b>	<b>371</b>	<b>364</b>	<b>357</b>	<b>513</b>	<b>510</b>	<b>423</b>	<b>420</b>	<b>452</b>	<b>505</b>	<b>528</b>	nd
Apprenants/100 élèves du secondaire général	<b>6,0</b>	<b>5,6</b>	<b>5,2</b>	<b>4,9</b>	<b>6,8</b>	<b>6,5</b>	<b>5,9</b>	<b>5,6</b>	<b>5,8</b>	<b>6,2</b>	<b>5,9</b>	nd
<b>Enseignement supérieur</b>												
Etudiants	15 779	12 037	16 555	18 673	21 079	29 185	34 040	44 930	49 843	56 965	60 472	64 548
Etudiants/100.000 habitants	<b>328</b>	<b>244</b>	<b>327</b>	<b>360</b>	<b>396</b>	<b>535</b>	<b>609</b>	<b>783</b>	<b>847</b>	<b>944</b>	<b>977</b>	<b>1015</b>

Ce qui précède oblige à poser la question du sens de l'école togolaise. « ...Le niveau d'acquisition des élèves togolais est globalement faible. En effet, au niveau du primaire, les élèves togolais en fin de CM1 totalisent aux tests PASEC un score de 30,6 sur 100 en français et de 36,4 sur 100 en maths, des valeurs bien en dessous de la moyenne des pays d'Afrique francophone ayant bénéficié des évaluations similaires et qui classent le Togo parmi les derniers de la liste des pays considérés. En outre, après six années de scolarité effectuées pendant leur jeunesse, une bonne proportion d'adultes togolais (28%) ne sait toujours pas lire, alors que l'école primaire vise à asseoir des compétences durables en lecture et en calcul auprès des individus. Enfin, lorsqu'on considère les résultats aux examens nationaux, il est estimé que près de 26,1% des élèves arrivent au BEPC sans les connaissances de base requises pour ce niveau. Pour ce qui est du BAC, ils sont près de 29% en série C et de 56% en série D à finir le 2nd cycle du secondaire sans les connaissances minimales requises pour la terminale. Le niveau de qualité de l'école togolaise demande à être amélioré significativement.

La massification des effectifs dans les universités publiques a pour conséquences la dégradation des conditions d'encadrement. L'augmentation des capacités d'accueil des universités n'a pas suivi l'accroissement des effectifs. A l'Université de Lomé, on dispose de près 13 000 places assises pour 50 000 étudiants. A l'Université de Kara trois facultés sur quatre sont actuellement logées à l'ex Ecole Normale des Instituteurs (ENI) et le nombre d'étudiants dépasse largement les capacités d'accueil (12.898 étudiants en 2011-2012 pour 4.700 places assises). D'une manière générale, les salles de cours et de travaux pratiques sont vétustes et mal équipées et les laboratoires de recherche en sciences fondamentales sont quasi inexistantes. Les bibliothèques centrales des universités et celles des facultés sont exigües et peu fournies en documents.....» cf PSE 2014-2020 p. 19. Alors que la population totale du pays croît au rythme de 2,8% par an, la croissance de la population scolaire est de 2,9% entre 1996 et 2011.

On ne cesse de clamer la santé de l'économie togolaise avec un PIB en forte croissance (taux compris entre 3.4% en 2009 et 4.3% en 2011 dont 27,6% est consacrés à l'école togolaise mais le taux de pauvreté est de 58,7%. Si ce n'est pas étonnant, ce serait de l'aberration.. La réussite scolaire n'est pas assurée à la majorité des jeunes, les budget de la formation professionnelle chute de 6,1%, de l'enseignement universitaire de 17%.

S'il existe un espoir de promotion de l'école et de la société scolaire togolaises, il en faudra passer par une dynamique de consensus des Togolais quant à l'utilité de continuer à paver le chemin de l'école de ressources grandiloquentes pour lesquelles le suivi devra juger de la rentabilité.

C'est par ailleurs bien autour de l'école que nous pouvons refonder un Togo d'espoir. Refonder, rénover, moderniser l'école, c'est dans un seul et même mouvement, aller vers un lendemain de victoire sur nous-mêmes, là où « *cent fleurs fleurissent et mille écoles rivalisent* »<sup>10</sup> pour notre pays et pour l'espérance. Hors de tout extrémisme et tout radicalisme inutiles, on peut donner à l'école togolaise la mission de donner satisfaction à tous en investissant pour et dans la jeunesse de nouveaux espoirs. Que les gouvernants et ceux qui sont en responsabilité morale pour le pays entendent.

Nous voulons que l'école soit un lieu, un temps, une vie, une prophétie d'espérance des Togolais réconciliés avec leur histoire qui est une histoire de terre d'espérance pour la plupart si ce n'est pour tous. C'est une exigence éthique en démocratie, au-delà d'un élan utopique.

Il est proposé ici de faire un instantané de la situation comme pour prendre le pouls d'une institution essentielle, l'offre de service étant destinée aux familles et aux jeunes c'est à dire plus de 90% de la population. Loin de moi, un penchant à dénigrer l'école qui m'a produit en partie. Là où des efforts ont été fait, souvent avec l'assistance louable d'ONG et avec d'autres aides extérieures, l'honnêteté intellectuelle oblige à le mettre en évidence.

Des images-témoins qui suivent visent à prendre la mesure de ces efforts et réalités de terrain. Ce texte s'appuie en effet sur le recueil de données « du terrain » aux fins de disposer d'un fond d'expertises et de témoignages qui viendraient édifier une histoire d'histoires connectées, une géographie et une sociologie de l'école de ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Cette re-découverte de l'école togolaise n'est pas une glose isolée, elle fait partie d'un réseau d'histoires connectées, histoire des scolaires et des non-scolaires, histoires des villes et villages, histoires des quartiers, histoires des hommes et des femmes dans l'école des générations et des communautés, ceci nécessite une approche d'histoires connectées

---

<sup>10</sup> Un slogan qui a fleuri le temps de la Chine maoïste

si elles sont collectées et disponibles et rendus à la réflexion pour que je puisse cerner dans sa singularité et dans sa complexité, ce Togo de pauvreté et de saga électorales.

Ceci m'a amené à juger en toute objectivité de l'état de l'école togolaise et d'admettre que certaines populations ont pu bénéficier d'écoles de quelque bonne qualité en termes de structures immobilières.



Photo 9 – Bâtiments des Groupes scolaires de Djidjollé – Lomé  
(photo/reportage Serge Moussa)



Photo 10 - Bâtiments des Groupes scolaires de Djidjollé – Lomé\_  
**(photo/repotage Serge Moussa)**



## 2/ l'école comme lieu de cultures, d'intelligence pour l'émancipation

L'école est ce temps pris à la jeunesse de toute c=société et de toute civilisation pour transmettre du bien, du beau et du jeune des générations passées aux générations du futur dans le présent. On satisfait aux exigences de cette équation en confiant le flambeau des anciens aux plus jeunes et ce faisant, les premiers se nient et se réconcilient avec le futur dans le destin de leurs enfants.

Les parents et familles qui sacrifient un peu de leur pour scolariser leurs enfants au Togo, de tout temps pensent transcender leur existence, l'améliorer et investir le meilleur d'eux-mêmes pour le meilleur de leurs progénitures, c'est pour cela, pour la beauté du geste que personne, délibérément, ne rejette l'idéal de l'école, de la scolarisation et de la performance à l'école. Elle ne peut être l'entreprise cynique d'exclusion, de reproduction d'une supposée élite, laissant au bord de la route les décalés de l'école.

J'ai découvert en même temps que vous, l'information relative à la « *...7ème colonie de vacances : Les 405 estivants ont regagné leurs différentes localités après 10 jours riches...Démarrée le 17 août dernier, la 7ème colonie de vacances pour les meilleurs élèves admis à l'examen du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) de cette année, a pris fin ce jeudi à Notsé (90 km au nord de Lomé) avec une grande cérémonie de remise de kits scolaires aux 405 estivants dont 194 filles et 211 garçons et des prix spéciaux aux 100 meilleurs élèves....* »

On ajoute que « ...L'organisation de cette édition est justifiée par les résultats fort encourageants des précédentes éditions et par l'immensité du chantier que constitue la promotion de la citoyenneté et de la cohésion nationale », a-t-elle conclu.

Pendant ces dix (10) jours, les 405 estivants dont les moyennes au BEPC sont comprises entre 18 et 19, se sont donnés à plusieurs activités, notamment la fabrication de savon liquide, les décorations de tapettes et de salles, le bricolage et le dessin d'art, la confection des perles et colliers, le crochetage... Toutes les nuits durant la colonie, des veillées de chants, de danses, de contes et des projections de films dont les thèmes tournent autour de l'éducation et la citoyenneté sont organisées.

A ces activités, s'ajoutent des causeries-débats sur des sujets comme la santé de reproduction, les infections sexuellement transmissibles (IST)

et le VIH/Sida, l'orientation scolaire, la citoyenneté et le tabagisme. Une sortie de découvertes des richesses culturelles, historiques et environnementales de la ville de Notsé a conduit les estivants sur le site de la muraille d'Agbogbo, au barrage d'adduction d'eau et à la station de production d'eau potable de Kpédomé.

En fin 2015, au total 864 filles et 1024 garçons, premières et premiers des centres de l'examen du BEPC sur toute l'étendue du territoire national, ont pris part aux six (6) premières éditions des colonies de vacances qui font partie des « vacances utiles et citoyennes », un programme organisé pour la première fois en 2011. Il comprend aussi des stages d'excellence, les centres aérés de vacances, les journées éducatives et les activités associatives.

Je propose alors qu'on puisse regarder les choses avec rigueur morale par l'honnêteté intellectuelle et probité morale. J'ai été horrifié par ces actions publicitaires loin de la fonction de l'école et de sa mission d'aider à l'épanouissement de tous et donc rien de ce qui exclut dans l'école ne peut que détruire l'école. Ceux qui n'ont pas 18 à 19/20 aux évaluations dans l'école sont-ils à reléguer au rang des laissés-pour-compte ?

La fonction de l'école c'est donner à voir l'espoir, « .....créer un signal », chaque famille a raison de vouloir davantage d'éducation pour ses enfants, mais collectivement, nous n'y gagnons pas grand-chose, sinon un accroissement du déficit des comptes de l'État. Il est très difficile de trancher entre l'hypothèse de l'école comme productrice de simples « signaux » et l'hypothèse concurrente de l'école comme source de « *capital humain* » et de progrès réels dans l'économie et la société.

Les deux thèses ont des prédictions souvent très similaires pour les destins individuels au sein des générations. Dans la suite de cette contribution, je vais m'appuyer sur une sélection de recherches récentes ainsi que sur quelques-uns de mes propres travaux pour essayer d'éclairer ce débat. Comme souvent, les résultats disponibles sont fragiles, datés et lacunaires. Les travaux ayant abordé le problème le plus rigoureusement me semblent toutefois assez clairement défavorables à l'hypothèse de l'éducation comme simple signal. Ces mêmes travaux démontrent par ailleurs que les politiques d'expansion éducative menées dans les pays développés au cours des décennies

écoulées ont de réels bénéfices collectifs.... »<sup>11</sup>. I le signal ne vaut pas, que vaut le signe, ce par quoi on accède au sens des choses, de l'école notamment ?

*« ..S'agissant de la théorie du signal, certaines réformes éducatives apportent des éclairages intéressants, notamment celles qui modifient le classement scolaire de groupes de personnes bien définis, sans modifier pour autant leur niveau absolu de qualification. Il en va par exemple ainsi des politiques d'augmentation de l'âge minimum de fin d'étude, comme celle décidée en Angleterre en 1973 : avant la réforme, 25 % des individus quittaient l'école sans qualification à 15 ans et 30 % quittaient l'école à 16 ans ; après la réforme, les 25 % qui quittaient l'école à 15 ans la quittent désormais à 16 ans (le nouvel âge minimum de fin d'étude) et certains d'entre eux décrochent même une qualification à l'issue cette année d'étude supplémentaire. Au total, 55 % quittent désormais l'école à 16 ans et la proportion des qualifiés augmente de 10 points.*

*Dans ce contexte, si seule la valeur de signal des qualifications comptait et non pas le nombre d'années d'étude, le salaire ultérieur des personnes sans qualification aurait dû rester constant (en dépit de leur année supplémentaire d'étude) et celui des qualifiés aurait dû baisser en relatif (leur niveau scolaire relatif diminuant).*

*Comme le montrent Chevalier et al. (2004), on observe exactement l'inverse, à savoir une hausse du salaire relatif des personnes sans qualification et un maintien du salaire relatif des personnes titulaires du premier niveau de qualification, soit des évolutions tout à fait contraires à l'hypothèse du signal et tout à fait conformes à l'hypothèse d'un capital humain directement proportionnel au nombre d'années passées à l'école*

*Une autre façon de sonder la nature profonde des rendements de l'éducation consiste à comparer les carrières salariales de personnes ayant réussi les mêmes diplômes, mais ayant par ailleurs obtenu des résultats différents à des tests confidentiels (c'est-à-dire non connus des employeurs) tels que ceux réalisés dans certains pays lors du service militaire (Altonji et Pierret, 2001).*

*De façon conforme à l'hypothèse du capital humain, ce type d'analyse démontre que les salaires reçus au cours de la vie s'expliquent bien mieux par les résultats aux tests confidentiels que par les niveaux de diplôme dont les employeurs ont connaissance, sauf en tout début de*

---

11 cf <http://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2012-2-page-11.htm>

carrière »

Ce résultat suggère que la valeur de signal des diplômes, si elle existe, a une durée de vie assez courte, la carrière professionnelle agissant très vite comme un puissant révélateur des qualités réelles de chacun. Au bout du compte, c'est bien parce qu'ils ont acquis un niveau d'aptitude en moyenne plus élevé que les diplômés gagnent en moyenne davantage que les non diplômés... » La question de fond reste pendante. L'école est une unité de mesure de la réussite sociale. S'en contenter et s'en confier à la très magnanime Grâce divine?

Ma réponse tient dans ce qui suit. L'école sert à augmenter le capital humain. *« ...La théorie du capital humain s'appuie sur plusieurs hypothèses distinctes : une hypothèse technologique (l'école comme génératrice d'un facteur réellement productif, le capital humain), mais également une hypothèse stratégique (l'individu rationnel, comme agent éclairé d'une production optimale de capital humain) ainsi qu'une hypothèse d'identification (les employeurs sont capables d'identifier les contributions des salariés en fonction de leur niveau de capital humain). Mettant en lumière les effets positifs des politiques volontaristes d'allongement des scolarités, les recherches récentes tendent à valider l'hypothèse technologique, mais elles tendent aussi à battre en brèche (sur des bases objectives et pas simplement idéologiques) , l'hypothèse stratégique dans sa formulation initiale, c'est-à-dire l'idée selon laquelle l'offre et la demande d'éducation s'équilibrent nécessairement de façon optimale pour la société, sans qu'il soit besoin de contraindre qui que ce soit. En principe, on pourrait imaginer que chacun sache parfaitement déterminer ce qui lui convient le mieux en termes d'éducation, sans avoir besoin d'être incité ou forcé d'aller plus loin par l'État. Imposer une contrainte de scolarité minimale n'aurait alors aucun intérêt, au contraire. Si la contrainte s'avère finalement payante à long terme (y compris pour ceux que l'on force temporairement à faire ce qu'ils n'auraient pas fait spontanément), c'est que les décisions initiales d'arrêt des études ou de décrochage scolaire n'ont en général rien d'optimal, ni pour la société, ni pour l'adulte en devenir.*

*Quand ils abandonnent leur scolarité, les décrocheurs ont par exemple bien souvent une perception tout à fait tronquée des possibilités de formation qui s'offrent à eux (et de leurs bénéfiques potentiels), ainsi qu'une vision biaisée de l'avenir, dans laquelle les coûts actuels de poursuivre des études (l'ennui, l'absence de motivations) pèsent d'un poids disproportionné par rapport aux bénéfiques ultérieurs, tout au long*

*de la vie adulte, que procure une qualification solide. Sur ces points, des expériences naturelles, comme la suppression du service militaire à la fin des années 1990, délivrent des enseignements éloquentes. Dans un passé pas si lointain, poursuivre ses études après 18 ans avait pour intérêt immédiat de permettre aux garçons de reporter le moment du service militaire. Lors de l'abolition du service militaire en 1997, on a observé un surcroît immédiat du décrochage scolaire des garçons entre 17 et 19 ans par rapport aux filles, et par la suite une baisse sensible de leurs salaires à l'entrée sur le marché du travail, notamment dans les milieux modestes (Maurin et Xénogiani, 2007). Les jeunes décrocheurs ne sont pas les investisseurs hyper-rationnels postulés par la théorie du capital humain, mais bien au contraire des êtres encore en devenir, myopes socialement, sous-évaluant les coûts futurs du désinvestissement scolaire et surévaluant ses bénéfices immédiats.... ».*<sup>12</sup>

L'école pour moi qui ai toute une carrière durant, servi l'école et la jeunesse, au Togo d'abord, ailleurs ensuite, a pour fonction et mission : édifier par la magie du service public, de la république, des citoyennes et des citoyens instruits, lire, calculer et écrire, pour échapper à l'ignorance et à la manipulation Alors on s'élève !

Où en est et va l'école togolaise. Les images qui suivent disent l'essentiel à retenir Même si celle-ci n'épuise pas le sujet , elle ne caricature qu'en montrant ce qu'est majoritairement cette école : elle de la pauvreté entretenue.

Sans extravagance, nous avons l'opportunité de consulter les expertises sur cette école, expertises bien documentée mais qui fait parler exclusivement les partenaires financiers de l'état togolais et l'état togolais, assez peu les usagers de l'école : ses professionnels, les familles et les apprenants eux-mêmes voire ceux qui ont autorité morale dans le pays pour observer, s'indigner le cas échéant, proposer.

Nous sommes bel et bien à l'école de la pauvreté quoi déshumanise.  
« .....Il n'y a pas de cantine, ce sont des dames qui arrivent à la récréation et qui servent à manger mais il faut avoir un peu d'argent sur soi. Sur 20 élèves, seuls trois vont avoir de quoi se payer quelque chose à manger. Les autres attendent que l'école soit terminée et mangent chez eux.

---

12 cf <http://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2012-2-page-11.htm>

*Par ailleurs, il n'y a pas d'accès à l'eau dans l'école, des dames apportent des bidons mais l'eau, puisée dans la rivière voisine, est marron.....Ces conditions ont poussé plusieurs familles à retirer leurs enfants de l'école. Il y a aussi des élèves qui renoncent en cours de route. Quant aux familles plus aisées, celles qui ont les moyens de payer les frais de transport, elles envoient leurs enfants dans de meilleures écoles, dans les villages voisins. .... »<sup>13</sup>.*

Au Togo, plusieurs écoles sont dans un très mauvais état, surtout dans les zones les plus pauvres. Les seules écoles dont les bâtiments sont neufs et bien entretenus ont été aidées par des ONG. Une photographie ainsi faite de l'école togolaise montre bien qu'elle est un lieu et un temps de souffrance au lieu d'émanciper et d'élever les esprits par la savoir, la culture et le plaisir d'y aller.

### **3/ l'instantané de l'école togolaise, (entre images et chiffres, commentaires et analyses)**

Il me souvient que madame Jaillard, mathématicienne maître de conférence et un des fondateurs de l'Institut National des Sciences de l'Education à Lomé nous faisait voir entre massification et démocratisation de l'école comme deux alternatives contradictoires et irréconciliables.

Je ne sais pas si en en massifiant (et qu'auront pris le risque de faire dit-on en choisissant cette voie) on a démocratisé, j'ignore si exigeant la démocratie, on en a caressé le voeu pour la jeunesse togolais. Il tombe sous le sens que la scolarisation au Togo requiert des moyens important. En attendant le retour sur investissement, l'état et les famille, les professionnels de l'école autant que les institutions internationales partenaire sont aujourd'hui en mesure de prendre le pouls de leurs efforts.

Si on ne peut pas mieux faire pour que le temps, l'affection, les ressources financière fabrique à l'école des citoyens émancipés, il va falloir s'interroger sur la nécessité de rompre avec ce modèle d'école cette usine à gaz qui produit plus de chômeur qu'elle n'instruit de citoyens instruits, savants, régulièrement informés de ses droits, de ses obligations, des standards de la modernité politique et sociale.

---

<sup>13</sup> cf <http://observers.france24.com/fr/20160218-togo-une-ecole-chaise-table>

L'ambition des écoles modernes d'Afrique et du Togo consiste à préparer les jeunes à la vie active, former des cadres et constituer un formidable levier de développement par ce capital humain de qualité. De là des programmes sectoriels ambitieux pour un investissement productif éducatif, transcendant les difficultés pour en corriger les défauts. Ces orientations projettent que : «...En effet, sous l'effet d'un niveau élevé d'abandons en cours de cycle, le taux d'achèvement du primaire a dans reculé dans la période récente, passant de 76 % en 2002 à 65 % en 2009.

Dans le même temps les taux de couverture moyenne sur le cycle ont augmenté au rythme annuel de 7,1 % dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, 8,8 % dans le second cycle de l'enseignement secondaire, 9,5 % dans l'enseignement technique et la formation professionnelle, 8,5 % dans l'enseignement supérieur.

La situation globale du système éducatif national décrite correspond à un fort déséquilibre dans la structure des sortants du système éducatif en référence à celle des emplois offerts dans l'économie nationale. Ce déséquilibre peut s'exprimer simplement en disant i) que, dans la partie basse du système, trop peu de jeunes sortent avec le minimum souhaitable (une scolarisation complète de six années dans le cycle primaire) pour s'insérer dans la vie active dans des conditions où ils pourront être productif et sortir de la pauvreté, et, par contre ii) que trop de jeunes se retrouvent dans la partie haute du système et sortent avec des qualifications qui ne trouvent pas une contrepartie raisonnable sur le marché du travail. Au total, la disjonction semble notable entre la structure du système éducatif et celle de l'économie nationale.

L'organisation des moyens pour l'éducation est inadaptée du fait du poids écrasant des dépenses courantes dans les ressources publiques affectées à l'école (entre 83 et 93%) alors même que les ressources affectées à l'école n'ont cessé de diminuer, par exemple de -6.3% entre 2003 et 2007. La tendance est à la privatisation, systématique de l'école : les effectifs augmentent faiblement ou stagnent dans les établissements publics mais ils triplent voire quadruplent, davantage encore dans les écoles privées des 6 secteurs de l'éducation et de l'enseignement.

Pour preuve, quand les effectifs passent en 10ans (1997-2007) de

141491 à 252452 dans les établissements publics d'état du Secondaire (premier cycle)., ils progressent de 13711 à 113468 dans le privé<sup>14</sup>.

La version actuelle du même plan pour les années 2014-2025, revisitant le premier prévoit de « ...de disposer des ressources nécessaires pour apporter des réponses définitives aux deux défis majeurs auxquels se trouve confronté le secteur à savoir : i) garantir un enseignement primaire de qualité pour tous et ii) réguler les flux et améliorer la pertinence et la qualité de l'offre de formation post-fondamentale afin d'élever le niveau d'employabilité des sortants et de contribuer efficacement au développement économique et social du pays. De plus, le gouvernement veut s'inscrire dans l'optique d'un enseignement fondamental de 10 ans couvrant le primaire et le premier cycle du secondaire..... », à hauteur de 27,6% du PIB consacrés à l'éducation dans un modèle qui pêche par insuffisance du taux de couverture scolaire dans la maternelle et la formation scolaire professionnelle et un niveau faible du taux de rémunération brut des enseignants, comparable au Mali et à la Gambie, plus faible qu'au Bénin, au Ghana ou au Niger. (chiffres de 2011) et un ratio élèves/enseignant/PIB (14 pour le Togo classé au 13<sup>e</sup> d'un groupe de 18 pays africains au niveau de développement comparable.

De cette école, on estime les sortants du second cycle du secondaire (ceux qui quittent l'école) à niveau trop élevé (de 22,2% à 23,4%) et qui fournissent à hauteur de 37,4% à 42,2% les cohortes des actifs du secteur de l'économie informelle agricole ou non<sup>15</sup>

Le PSE (Plan Sectoriel de l'Education 2014-2025 est doté de 94,5milliards de cfa.

Au terme de l'année 2016, seront déjà investis et épuisés 94,46milliards de cfa, un plan amputé de la moitié de ses moyens sans que la méthode d'évaluation et de suivi basée sur l'appropriation des ressources par les acteurs dans la dynamique du PSE fasse le constat d'un échec effectif.

C'est alors qu'a explosé dans le pays les EDIL, « écoles clandestines »

---

14 cf PLAN SECTORIEL DE L'EDUCATION 2010-2020 Maximiser la contribution de l'éducation au développement économique et social du pays in <http://www.afd.fr/webdav/shared/PORTAILS/PAYS/TOGO/Fichiers%20PDF/Plan%20Sectoriel%20Education%20Togo.pdf>

15 cf PLAN SECTORIEL DE L'EDUCATION PSE 2014-2025 AMELIORATION DE L'ACCES, DE L'EQUITE ET DE LA QUALITE DE L'EDUCATION AU TOGO page 27).



devenues « écoles communautaires », passant de 400 environ en 1994 à plus de 1000 en 2002, aujourd'hui ce sont des milliers d'EDIL, sans classe, avec des maîtres non formés, sans matériel et sans évaluation qui s'ajoutent à des établissements implantés de façon quasi anarchique dans le pays, au gré des promesses électorales et de régionalisme.

Parce que l'école togolaise en l'état ne remplit pas sa mission d'effacer les inégalités, de traduire les investissements en élévation du niveau d'instruction, d'éducation et de formation pour tous qu'elle est au cour des restaurations à opérer. Moderniser l'école républicaine en même temps la république elle-même est à restaurer.

#### **4/ ..aller vers l'école nouvelle par la république rénovée des Togolais : revendications des usagers de l'école, aspirations donc, une école d'espérance.**

Il va falloir nous hâter pour que le pays offre par l'école, la lumière qui éclaire les jeunes esprits du monde moderne. Notre avenir à court, à moyen et à long terme en dépend en tant que nation et en tant que société aspirant au développement....pour tous !.

Notre école est-elle encore malade de ses origines selon lesquelles elle avait pour unique vocation, au-delà d'apprendre à lire et à écrire, de fournir à l'administration coloniale des supplétifs au service de la puissance mandataire.

J'y vois un aspect fondamental de l'oeuvre coloniale au cœur de la longue carrière de A. Bonnacarrère, Haut Commissaire de la république au Togo sous mandat, celui qui n « ... au cours d'un mandat exceptionnellement long, de janvier 1922 à décembre 1931, a le plus façonné le Togo français – ouvrit donc dès septembre 1922 un « cours complémentaire » à Lomé (par la suite « école primaire supérieure », ce qui signifie un changement de statut des enseignants, non des enseignés). Cet établissement – qui restera unique au Togo pendant un quart de siècle – dispensait une formation de type secondaire en deux ans, puis en trois. On y entrait par un concours national très sélectif, ouvert aux lauréats du certificat d'études. Les élèves (en moyenne, une quinzaine par promotion) y vivaient en internat, complètement pris en charge par l'Administration.

À la sortie de ce cycle de formation, les meilleurs éléments pouvaient passer un concours pour être envoyés aux prestigieuses « écoles fédérales » de l'AOF, au Sénégal, pour devenir en particulier instituteurs

titulaires ou « médecins africains .... apprend-on de Yves Marguerat 16

*« ...Mais la démarche volontariste de Bonnacarrère, qui tenait tant à faire briller son Territoire -, ne put être poursuivie pour deux raisons majeures : d'une part, de tels étudiants coûtaient cher au petit Togo, dont les ressources commençaient à fléchir ; d'autre part, ils posaient un problème politique sérieux à la société coloniale, car, revenant avec des diplômes que la plupart des Blancs présents sur place n'avaient pas, de tels indigènes auraient alors nécessairement autorité sur des colonisateurs : ces derniers ne pouvaient alors l'admettre. La politique de formation des cadres africains atteignait ainsi ses limites,..... » .*

Cette école-là n'a pas fondamentalement changé, elle demeure une usine à fabriquer des diplômes industriellement sans s'assurer que cette dynamique soit en phase avec les besoins du pays et de son développement.

Une des projections de l'école de demain pour le Togo se trouve dans un document intitulé (Série Développement Humain de la Région Afrique Document de travail Le système éducatif togolais - Eléments d'analyse pour une revitalisation).

Constatant le désengagement effectif et progressif de l'état dans la distribution des services de l'éducation, les experts en viennent à préconiser il préconise

*Premièrement, « l'utilisation de ces personnels coûteux n'est donc pas une solution à envisager pour l'avenir. Pas plus sans doute que l'utilisation durable d'enseignants temporaires, en outre éventuellement payés par les parents. L'objectif à retenir est plutôt celui d'un service public d'enseignement primaire offrant à tous les enfants des conditions convenables d'enseignement à un coût compatible avec les finances publiques du pays et, à la fois, un niveau de salaires assurant un recrutement durable d'enseignants de qualité adéquate et temporaires dont la rémunération ne correspond qu'à 1,3 fois le PIB par tête). Cette politique ne devrait pas poser de problèmes pratiques en raison du volant substantiel de jeunes diplômés qui, comme nous le verrons au chapitre 5, ne trouvent pas d'embauche dans le secteur de l'emploi moderne.... »*

---

<sup>16</sup> Cf Marguerat, Yves in Les stratégies scolaires au Togo à l'époque du mandat français Le cours complémentaire de Lomé et la formation des élites modernes.

Le rapport d'expertise après analyse des conditions qui hypothèquent le parcours des scolaires (qualité des services, poids du coût supporté par les familles et des inefficaces redoublements... en vient à conclure que

Premièrement,

*« ...les stratégies de lutte contre la pauvreté proposent un canevas pertinent pour penser l'allocation des ressources publiques entre grands niveaux d'éducation et de formation. Le schéma global de la stratégie est de reconnaître à la fois que a) la croissance économique est le moteur essentiel de la réduction de la pauvreté (sans croissance, la redistribution ne se fera pas vraiment) et b) la croissance seule ne suffira pas. Des mesures plus ciblées sont nécessaires pour que les individus les plus démunis puissent aussi contribuer à la croissance et sachent saisir, pour sortir de la pauvreté, les occasions qui se présentent du fait de la croissance globale .... »* cf le rapport cité en sa page 58

Deuxièmement qu'*« ...en terme de gestion du système éducatif dans sa dimension aussi bien administrative (gestion des ressources, des personnels et de leur allocation aux établissements d'enseignement) que pédagogique (transformation des ressources en résultats au niveau local des progrès considérables devront être faits.*

*Les dispositions devront être prises à partir d'une appréciation préalable, au niveau togolais, par les différentes parties concernées, et des choix parfois difficiles devront être faits. Mais très clairement, on ne saurait viser à l'indispensable revitalisation du système éducatif du pays en omettant de consacrer aux problèmes de gestion les efforts nécessaires. ... »*, et que.....

Troisièmement

- *« .....dans ce contexte général difficile pour les finances publiques, le secteur de l'éducation a cependant bénéficié d'une assez forte priorité puisque quelque 25 % des dépenses publiques hors service de la dette lui ont été alloués.*
- *Ce pourcentage global n'ayant guère varié au cours de la décennie, le niveau des dépenses publiques pour le secteur éducatif s'est réduit au fil des années 90 jusqu'à ne plus atteindre, à la fin de la décennie, qu'environ 4,4 % du PIB contre 5,8 % au début.*

- *En calculant le rapport entre le montant des dépenses publiques pour l'éducation et la population du pays, on observe dès lors, en valeurs constantes de l'année 2000, une dégradation de 12.600 Fcfa en 1991 à 8.500 Fcfa en 2000, soit une baisse de 33 %. .. »*

Les résultats sont sans appel : les inégalités scolaires se sont creusées et la diversification (démocratisation) de l'offre s'est appauvrie. L'expertise indique comme perspective qu'il urge de

- a) mobiliser les ressources additionnelles nécessaires et de
- b) faire en sorte qu'elles soient bien réparties entre les différents établissements et effectivement transformées au niveau de chacun d'entre eux en apprentissages chez les élèves.

Ce dernier axe, très important, renvoie à des activités de gestion et sera abordé plus loin, au point.

On retiendra au final que les stigmates de la république au Togo, sous le poids des années de plomb et d'ajustement structurels obligés, néfastes, déguisés et fantaisistes en matière d'éducation, eu égard à l'évolution très récente du système éducatif, tiennent en quelques points : le texte fondamental relatif à l'éducation est disposé en la Constitution de la IV République en son article 35 « l'Etat. La république reconnaît le droit à l'éducation des enfants et crée les conditions favorables à cette fin.

L'école est obligatoire pour les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de quinze ans. L'Etat assure progressivement la gratuité de l'enseignement public. » Pour se déployer à l'échelle des unités administratives, (régions pédagogiques) au plus près des usagers de l'école togolaise, les directions régionales de l'éducation travaillent dans le sens des structures décentralisées dans leur ressort territorial ; elles sont compétentes pour toutes les questions relatives à l'éducation nationale et la recherche.

Les inspecteurs en mission d'évaluation, de suivi et de soutien pédagogique, dans le principe, ont autorité sur l'ensemble des établissements de tous ordres et de tous degrés.

Au niveau de chaque circonscription pédagogique, l'inspecteur exerce un contrôle pédagogique et administratif sur l'enseignant. Dans les écoles, le directeur assure l'encadrement et le contrôle pédagogique.. D'où nous viennent les éléments structureaux de cette école ? Le modèle français de l'école coloniale de Bonnacarrère ?

La scolarité obligatoire s'étend de 5 à 15 ans, soit dix années scolaires. Cependant, 40 % environ des enfants en âge de scolarisation primaire n'ont pas accès à l'école. Nous avons à disposition des expertises de qualité pour en savoir davantage comme de photographie instantanée de l'école togolaise.

Quatre rapports d'expertise constituent un ensemble de sources de données et d'analyse de données qui, d'un autre côté, présentent la difficulté qu'on ne saurait les mettre en miroir de contre-expertise, celle de la société civile par exemple, pour soustraire la vérité aux exagérations et inexactitudes là où l'ivraie fausse l'observation.

On pourra consulte avec intérêt les sources et base de données, les rapports d'expertise édifiants suivants :

- PLAN SECTORIEL DE L'EDUCATION 2010-2020
- PLAN SECTORIEL DE L'EDUCATION PSE 2014-2025 AMELIORATION DE L'ACCES, DE L'EQUITE ET DE LA QUALITE DE L'EDUCATION AU TOGO.
- WORLD DATA ON EDUCATION /DONNEES MONDIALES DE L'EDUCATION -VII ED
- RAPPORT D'ERAR DU SYSTEME EDUCATIF....POUR UNE SCOLARISATION UNIVERSELLE ET UNE MEILLEURE ADEQUATION FORMATION/EMPLOI

A la faveur de ces documentations de très grande qualité, nous découvrons l'ampleur manifeste des moyens financiers et humains pour offrir des services publics d'éducation et de formation à la société, aux

familles et à la jeunesse togolaise.

Les limites du système ont été pointées, les correctifs aussi d'un plan sectoriel à l'autre. On se saisit de la règle que les ressources nationales publiques sont un levier indispensable pour organiser un système éducatif digne de ce nom.

Dans le même temps, il m'est donné de mesurer l'amplification des inégalités géographiques interrégionales, villes/campagnes et sociétales dans l'offre.

L'organisation du système scolaire togolais montre évidemment, parce qu'il s'autorise à se faire ausculter et mesurer ses limites :

En effet les allocations du budget d'investissement par nature de dépenses sont en faveur des investissements (64,4% du budget). Les dépenses de fonctionnement qui accompagnent la mise en oeuvre des programmes et projets d'investissement représentent 35,6% du budget d'investissement. Parmi elles les dépenses de fonctionnement *stricto sensu* constituent 21,6% du budget d'investissement contre 10,5% pour les dépenses de formation initiale et continue. Les salaires (0,7% du budget) sont ceux de contractuels affectés à la gestion des projets ou de techniciens pris en charge par les communautés pour les appuyer dans le processus de constructions scolaires.<sup>17</sup>

Pour les avoir exploités, je pense qu'on y découvre des indications de la méthode, du chemin à suivre pour les services de l'état et leurs partenaires en éducation.

L'état d'avancement du PSE s'appréciera une fois par an à travers des revues conjointes de suivi réunissant les ministères en charge de l'éducation, les ministères partenaires, les PTFs, les partenaires sociaux (syndicats) du secteur de l'éducation, la société civile, les représentants des APE, les représentants des COGEP et COGERES et toute personne ressource nécessaire. Les termes de références détaillés de ces revues conjointes seront validés par le gouvernement et les PTFs signataires du Cadre Partenarial.

Les rapports relatifs à l'exécution technique et financière du PSE seront préparés par le gouvernement et partagés avec le Chef de file des

---

17 cf Plan sectoriel 2014-2025, op. cit, p.85

PTFs, un mois avant les revues conjointes de suivi. Chaque revue conjointe donnera lieu à la rédaction et la validation d'un aide-mémoire conjoint validé par les parties prenantes (Gouvernement et PTFs)...

Nous devrions pouvoir en faire un des fondements de la refondation de l'école togolaise, qui n'insiste pas assez de la nécessité de constituer les premiers usagers de l'école, les jeunes scolaires en partenaires avisés et rétablis dans leurs droits de citoyens du monde moderne.

Cela est possible pour peu qu'on souhaite trouver dans cette jeunesse une subjectivité suffisante d'interlocuteur, de même les familles au travers des organisations syndicales de parents d'élèves, pour le moment éphémères acteurs.

Si cela se fait, on aura exploré des horizons d'espérance pour une école républicaine et exigeante, née de la restauration de la connaissance et des droits citoyens dans la république, à la faveur d'une panoplie à venir des réformes ardemment désirées par les Togolais.